



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 19 Décembre 2022



Il entame la 4e année de son mandat : Le pays remis sur les rails

Les défis à relever ne manquent pas avec comme ligne directrice la consolidation de la devise de justice sociale gravée au fronton de la République. Le président de la République entame la 4e année de son mandat avec des acquis incontestables. Il a inculqué l'esprit d'initiative, mis sur les rails une économie productrice de richesses qui permettrait au pays de s'affranchir de la dépendance aux exportations d'hydrocarbures, tout en continuant à s'appuyer sur un secteur pétro-gazier qui a montré toute l'étendue de son efficacité, de ses potentialités, de la place centrale qu'il occupe depuis le début du conflit armé russo-ukrainien, de la crise énergétique mondiale pratiquement sans précédent.



Réformes économiques de Tebboune : Des pôles nouveaux ont émergé

Tous les ingrédients sont là pour prétendre à une émergence économique d'excellence. Quel bilan peut-on faire des réalisations économiques en Algérie depuis 2020? La question mérite d'être posée, si l'on sait que le débat national se focalise, depuis peu, sur cette question majeure. Beaucoup de choses ont changé sur le plan économique dans l'Algérie de 2022, faut-il l'admettre. Et les indicateurs sont là pour conforter cette tendance générale, nettement visible en 2022.



[Revalorisation des salaires, retraites et allocation chômage dès 2023 : Des mesures inédites](#)

La mise en place de l'allocation chômage compte parmi les mesures phares de la première moitié du mandat du président Tebboune. Lors d'une entrevue avec les médias nationaux, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie, tant qu'elle existe, continuera à garantir le soutien et l'aide sociaux.



[Des mesures concrètes ont été prises en leur faveur : «À vous les jeunes!»](#)

Entrepreneuriat, postes politiques et allocation chômage. Le Président l'a promis, il l'a fait. L'Algérie nouvelle est celle de la jeunesse...«Je suis là pour passer le flambeau à la jeunesse.» Il s'agit là de l'un des engagements phares de Abdelmadjid Tebboune lors de la campagne électorale de la présidentielle du 12 décembre 2019.



[Souhil Meddah, économiste, à L'Expression : «La stratégie économique est judicieuse»](#)

Dans un exercice de rétrospective, l'économiste, Souhil Meddah, revient dans cet entretien sur les développements économiques enregistrés ces trois dernières années, en tentant d'apporter une évaluation sur les actions concrétisées, et les défis à relever.



[Une banque algérienne à Dakar](#)

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a annoncé qu'«une banque algérienne va bientôt ouvrir au Sénégal». Le ministre du Commerce a indiqué qu' «en application des décisions du président de la République, nous voulons ouvrir un comptoir au Sénégal pour développer les relations commerciales et l'exportation».

[Pour couvrir le déficit budgétaire : La finance islamique, une solution innovante](#)

Le rejet de recourir à l'endettement extérieur a été à maintes fois réitéré par les plus hautes autorités de l'Etat, dont le dernier en date est le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, qui s'est exprimé sur la question, à l'issue de l'adoption du projet de loi de finances 2023 par l'Assemblée populaire nationale.



[Exportation hors hydrocarbures: les mesures prises par le gouvernement saluées](#)

Les participants à une rencontre sur les nouvelles réformes pour augmenter les capacités à l'exportation, organisée en marge de la 30ème Foire de la production algérienne (FPA) au palais des expositions d'Alger, ont salué les mesures prises par le gouvernement pour porter la part des exportations hors hydrocarbures à des niveaux record, qui pourraient atteindre 10 milliards de dollars d'ici fin 2022.



[Impôts sur la fortune : la DGI s'apprête à multiplier les sorties sur terrain](#)

Le ministère des Finances, à travers sa direction générale des impôts (DGI), compte bien augmenter le taux de recouvrement et élargir l'assiette fiscale dans les mois à venir. Cette démarche permettra également de récolter l'impôt sur la fortune, conformément au texte de loi de Finances pour 2023.



[Algérie : ce qui va changer dans la collecte d'impôt 2023](#)

Outre la restauration de l'Impôt sur la fortune (ISF), le Projet de loi de finance (PLF) 2023 prévoit plusieurs changements en ce qui concerne la collecte des impôts impayés. Apprenez plus de détails à ce sujet ce dimanche 18 décembre 2022 !



Algérie : voici le montant en devise autorisé pour traverser la douane sans déclarer

Quel est le montant en devise qu'un voyageur peut faire entrer et sortir d'Algérie sans justification auprès de la Douane ? Telle est la question qui entoure les voyages depuis et vers les aéroports algériens et à laquelle nous allons tenter d'apporter une réponse ci-dessous.



Moula : «Nous projetons d'aller vers un partenariat gagnant-gagnant de coproduction» : Signature d'un protocole de partenariat entre le CREA et le MEDEF

Le président du Conseil algérien pour le renouveau économique (CREA), Kamel Moula, a été reçu à Paris par le ministre chargé du Commerce extérieur et de la Polarisation du gouvernement français, Olivier Becht, pour évoquer les opportunités d'exportation des produits algériens hors hydrocarbures vers la France, selon le communiqué du CREA.



La BEA ouvre un bureau de change à l'aéroport de Djanet

La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a inauguré un bureau de change à l'aéroport de Djanet, annonce la banque publique dans un communiqué publié ce dimanche sur sa page Facebook.



Recouvrement fiscal : Le fisc mobilise ses troupes

De nouvelles mesures ont été prises pour améliorer la collecte des impôts et les recettes de la fiscalité ordinaire. En effet, dans le but d'améliorer le taux de collecte des impôts et élargir l'assiette fiscale, la direction générale des impôts (DGI) accélère, ces derniers mois, dans la généralisation de la numérisation, conformément aux récentes recommandations du chef de l'Etat, tout en procédant au recensement des contribuables concernés par l'impôt sur la fortune. Mais pas seulement.

L'Abef organise lundi une journée d'information sur la finance islamique en Algérie

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) organise lundi à Alger une journée d'information sur la finance islamique en Algérie, a indiqué l'association professionnelle dans un communiqué.



Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI : «se focaliser sur le court terme sur la reconstitution des épargnes »

Le défi pour l'Algérie est de reconstruire progressivement une économie productive tirée par un modèle énergétique propre. Certes, affirme Dr. Abdelrahmi Bessaha, économiste au FMI, les chocs énergétique et alimentaire déclenchés par la guerre en Ukraine « apportent des ressources additionnelles qui ont amélioré certains indicateurs ».



تزامنا مع حركة استرداد عائدات الفساد داخل الوطن وخارجه: وكالة تسيير الأملاك والأموال المحجوزة في الخدمة قريباً

تسارع وزارة العدل لاستكمال التنقيحات الأخيرة، لمشروع استحداث الوكالة الوطنية المكلفة بتسيير الأموال المحجوزة والمحجوزة أو المصادرة الناتجة عن الفساد، بغية دخولها حيز الخدمة في أقرب وقت ممكن، تنفيذاً لتعليمات رئيس الجمهورية، القاضي الأول للبلاد، عبد المجيد تبون، والذي أمر بصرامة حادة باسترداد الأموال المنهوبة وعائدات الفساد. وبمجرد عودة وثيقة المشروع المتعلقة باستحداث الوكالة، يتم إيداعها على مستوى الأمانة العامة للحكومة، قبل أن تصدر مباشرة في شكل مرسوم رئاسي ينشر بالجريدة الرسمية، باعتباره ضمن اختصاص السلطة التنظيمية لرئيس الجمهورية.

رأسمال الفروع الجديدة يصل 150 مليون أورو: تفاصيل جديدة عن البنوك الجزائرية بالخارج

تأسست رسميا 3 فروع جديدة للبنوك الجزائرية بالخارج، استجابة لأوامر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، حيث سبق أن أمرت السلطات العليا في البلاد باستكمال إجراءات التأسيس قبل نهاية شهر ديسمبر الجاري، وهو الملف الذي نجحت في تحقيقه البنك الخارجي الجزائري والبنك الوطني الجزائري والقرض الشعبي الجزائري وبنك الفلاحة والتنمية الريفية.



الجمارك: إطلاق المصالحة الجمركية لتسوية المنازعات الجمركية بطريقة ودية

أطلقت الجمارك حملة إعلامية تحسيسية، تهدف إلى ترقية إجراء المصالحة الجمركية، وإعلام المتعاملين الإقتصاديين والمواطنين، الذين حررت ضدّهم مخالفات جمركية. بإمكانية تسوية منازعاتهم بطريقة ودية عن طريق المصالحة.



الرئيس تبون أحيا الدبلوماسية الاقتصادية كآلية تفاوضية "البريكس" و"الحزام والطريق" .. أوراق الجزائر

الرابعة

*الدبلوماسية البرلمانية لاستغلال التحويلات النقدية الجزائرية للجالية *الأفامي: الاقتصاد الجزائري من أسرع الاقتصاديات نموا

أكد البروفيسور حكيم بوحرب، أستاذ المالية والاقتصاد بجامعة البليدة، أن الدبلوماسية الاقتصادية في الجزائر، تعد عاملا أساسيا لتحقيق النمو والاقتصاديين، وآلية تفاوضية توفر منافذ لتعزيز قوة التصدير، من خلال تكثيف العمل الدبلوماسي على المستويين الدولي والداخلي من خلال تشجيع المستثمرين المحليين، بإزالة العقبات التي تحد من أنشطتهم خاصة ما تعلق بالعقار الصناعي والعقبات الادارية، وتعزيز الطبقة الصناعية الجزائرية من خلال دعم فرص إنشاء مؤسسات جديدة، مع إعادة توزيع أوراق القوة في عالم مترابط اقتصاديا بالشكل الذي يدعم القدرة التفاوضية للمؤسسات الجزائرية المصدرة.

ABEF Journée d'information sur la finance islamique

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) organise aujourd'hui lundi à Alger une journée d'information sur la finance islamique en Algérie, a indiqué l'association professionnelle dans un communiqué.

Cette journée d'information, intitulée: "Finance Islamique en Algérie -Bilan et Perspective, se tiendra au Centre international des conférence Abdellatif-Rahal (CIC, Alger), sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, fait savoir la même source.

"Cette journée se veut une occasion d'information et de vulgarisation sur le bilan, l'évolution, le développement et les perspectives de la finance islamique en Algérie, ainsi qu'une opportuni-

té pour mettre en exergue, les réalisations enregistrées en ce sens", souligne le communiqué. Cet événement regroupe les représentants des différents départements ministériels, des organisations patronales, des professionnels de la banque, des assurances, de la finance, du monde de la communication, de la presse ainsi que des experts métiers. Les thématiques abordées, tout au long de cette journée, seront organisées en panels de discussion interactifs, présidés par des experts métiers, chacun dans le domaine qui le concerne. Le programme de la journée s'organisera en deux panels. Le premier concernera les réalisations de la finance islamique en Algérie. Il sera question lors de ce panel de l'état des lieux de la finance isla-

mique en Algérie, du rôle de la Banque d'Algérie dans la promotion de la finance islamique, du rôle du comité de contrôle charaïque et de l'autorité charaïque nationale de la fetwa dans le cadre de la finance islamique.

Ce panel abordera aussi les réalisations du secteur des assurances dans le domaine de l'assurance Takaful avec la mise en avant d'une expérience d'une banque publique dans le domaine de la finance islamique et d'une expérience d'une banque islamique privée.

Le second panel traitera des perspectives de la finance islamique en Algérie dans le domaine bancaire, dans les domaines de l'assurance Takaful, du marché financier, des Wakfs et de la Zakat, selon le communiqué.

PANEL SUR LES NOUVELLES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

«La nouvelle loi de l'investissement facilite les exportations»

La thématique de «Nouvelles réformes pour augmenter la capacité à l'export» a été retenue, hier dimanche, au programme des conférences programmées en marge de la 30^e Foire de la production algérienne (FPA 2022), et animée lors d'une conférence par un panel d'experts du domaine du commerce extérieur, représentants des organisations patronales et des ministères de l'Industrie et du Commerce, au Palais des Expositions, Pins-Maritimes, Alger.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - Il a été question de «facilitation des exportations du produit made in Algeria» et de la lecture des avantages apparus dans la nouvelle loi sur l'investissement. Selon le PDG de la Cagex, la croissance du chiffre d'affaires des activités va de pair avec le niveau des risques, et de ce fait, il a déclaré que «les risques sont assurables». Ajoutant que par la position de la Cagex, comme étant membre du réseau international de la Cofas, la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations dispose de «visibilité sur les acheteurs», ce qui permet à la Cagex d'«alimenter l'exportateur algérien en informations sur les partenaires», a expliqué Zoheir Laiche.

Soulignant la mission de la Cagex, l'intervenant l'a résumée en trois points : la sécurité, la compétitivité et le suivi des activités à l'export.

Pour sa part, le président de l'Association nationale des exportateurs, Boulmerka Tarek, a rappelé les déclarations du président de la République lors de l'inauguration de la FPA 2022, à propos de «la détermination de l'État à soutenir tous les opérateurs qui contribueront à l'économie nationale, et à l'augmentation des recettes du Trésor public, pour pouvoir réaliser au moins 15 milliards de dollars hors hydrocarbures», que «la protection du produit national doit être accompagnée par une qualité qui puisse répondre au goût du consommateur algérien et garantit au moins entre 55% et 75% des besoins du marché national, en sus d'accéder au marché africain». Et enfin, citant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie, il dira que «nos exportateurs peuvent demander des surfaces allant jusqu'à 5 000 m² pour exposer leurs produits dans ces trois pays».

Selon Mokdad Lagouni, représentant du ministère de l'Industrie, la nouvelle loi sur l'investissement vise à équilibrer la balance commerciale par l'augmentation du niveau des exportations algériennes. Ajoutant que «l'augmentation des capacités à l'export est un challenge qui néces-

site l'engagement et la détermination de tous les acteurs composant l'écosystème de l'entreprise».

Il a rappelé aussi que la stratégie sur laquelle reposent les nouvelles réformes pour augmenter les capacités à l'export vise à substituer autant que possible les importations par la production locale et à promouvoir les exportations des biens pour lesquels le pays dispose d'avantages sur les marchés extérieurs.

Parmi les mesures d'appui du ministère de l'Industrie, Mokdad Lagouni a insisté sur le développement de la sous-traitance, par « la mise en place d'un espace de dialogue et de concertation avec les associations professionnelles et le patronat, la valorisation de la démarche clustering à travers la création de cluster dans les filières mécaniques, électriques et agroalimentaires, le développement de l'intégration nationale à travers la signature de convention-cadre avec les donneurs d'ordre et les bourses de sous-traitance, et enfin, le développement de la sous-traitance industrielle à travers des incitations fiscales et douanières.

Enfin, parlant des PME, «le socle du développement économique», Mokdad Lagouni dira que 97% du tissu économique national est composé de PME privées.

A. B.

LA TRANSACTION DOUANIÈRE

Une opportunité de règlement des litiges à l'amiable

Dans le cadre de l'étendue de sa mission fiscale, les services des Douanes algériennes sont appelés à assurer efficacement la prise en charge et le suivi du recouvrement des créances de toute nature. Aussi, de par sa mission fiscale, l'administration des Douanes demeure un pourvoyeur important de recettes fiscales pour l'État. En témoigne sa part importante enregistrée annuellement avec une moyenne de 25% de la fiscalité ordinaire.

C'est dans ce contexte que les Douanes algériennes ont lancé une campagne d'information et de sensibilisation, visant à promouvoir la procédure de la transaction douanière, et à informer les opérateurs économiques et auteurs des infractions douanières de la possibilité de procéder au règlement transactionnel de leurs litiges définitivement et à l'amia-



ble, avant l'engagement de la procédure judiciaire, après son engagement, et même après jugement définitif conformément aux conditions prévues par l'article 265 du code des douanes, ainsi que le décret exécutif n°19-136 du 29 avril 2019, portant création des commissions de transaction, fixant leur composition et leur fonctionnement, ainsi que la liste des responsables de l'administration des Douanes habilités à engager la transaction, leurs seuils de compétence et les taux des remises partielles, a-t-on

appris ce dimanche de la Direction régionale des Douanes algériennes de Sétif.

Selon les Douanes algériennes, les avantages qu'offre ce mode de règlement, permet aux contrevenants un gain de temps et de coûts, de bénéficier de l'effet extinctif de l'action publique si la transaction intervient avant le jugement définitif, de profiter des remises partielles importantes du montant global des amendes dues qui peuvent atteindre le taux de 70%, de bénéficier du paiement échelonné du montant dû

après transaction, et même de procéder à la restitution, aux conditions légales et réglementaires, des marchandises moyennant leur valeur conformément aux dispositions de l'art 336 bis du code des douanes algériennes.

«Cette campagne d'information, à l'issue de laquelle, les Douanes algériennes lancent un appel aux opérateurs économiques et auteurs d'infractions douanières de se rapprocher de ses services pour le règlement de leurs litiges, consacre la volonté des Douanes algériennes dans l'accompagnement des opérateurs et la proximité de ses services», affirme notre source.

Enfin, et selon le porte-parole de la Direction régionale des Douanes de Sétif, seront exemptés de cette procédure les marchandises interdites à l'importation et à l'exportation, les affaires de contrebandes relatives aux produits subventionnés, armes et munitions, drogues et autres produits interdits visés dans le premier alinéa de l'article 21 du code des douanes.

Imed Sellami

PRÉVENTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE TERRORISME

Adapter la lutte contre les nouveaux crimes

Sur 14 dispositions, le projet de loi sur la prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme constitue à ne point douter un nouvel outil pour protéger l'économie nationale.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sera débattu, demain mardi, en plénière de l'Assemblée populaire nationale.

Un texte qui, sur 14 dispositions s'étalant sur 15 pages, apporte des modifications et complète la loi 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Dans les motifs de ce projet, le ministre de la Justice et garde des Sceaux avance le souci de mettre notre législation nationale au diapason des engagements internationaux et traités ratifiés par notre pays, notamment les recommandations du groupe d'action financière (Gafi), et avec le développement de ces crimes et l'apparition de nouvelles techniques de blanchiment d'argent avec ce qu'elles suggèrent comme obligation d'actualisation des techniques de lutte. Il s'agit donc, de mettre en adéquation la législation nationale



avec les nouveautés internationales et l'adaptation du système juridique aux traités et conventions ratifiés par l'Algérie. De quoi, par ricochet, protéger l'économie nationale et le système financier et bancaire contre cette forme de criminalité grave, une protection qui pêche présentement par manque de mécanismes juridiques et réglementaires qu'il s'agit donc de colmater.

Le texte vient également compléter les dispositions prévues dans le projet de loi modifiant et complétant le code pénal et qui qualifie d'acte terroriste le financement de la prolifération des armes de

destruction massive et en fixe les peines encourues.

Pour son élaboration, le gouvernement a pris en compte les différentes propositions des intervenants dans ce domaine, notamment le ministère des Finances, la cellule de traitement des informations financières et la Banque d'Algérie.

Se déclinant en 5 principaux axes, le texte préconise la révision de certains termes pour «plus de précision», la définition des obligations des intervenants dans l'opération de prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le

financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, notamment les personnes visées politiquement, le véritable bénéficiaire et les parties en charge du contrôle et de la supervision et l'introduction de nouveaux concepts, comme le financement des armes de destruction massive et l'enquête financière parallèle.

Aussi, les entreprises financières, les institutions, les avocats, les notaires, les commissaires-priseurs, les gérants ou leurs assistants sont tenus de signaler toute opération suspecte enregistrée à leur niveau au risque d'encourir des sanctions administratives

Aussi, il inclut les dispositions pénales proposées et la criminalisation de nouveaux actes. Il stipule également que dans le cas où l'infraction principale n'est pas prouvée, la poursuite judiciaire sera intentée sur la base de l'infraction de blanchiment d'argent comme infraction principale, ainsi que d'autres amendements relatifs à la confiscation des avoirs même sans condamnation.

Il préconise la création auprès du Centre national du registre du commerce, d'un registre public des véritables bénéficiaires parmi les personnes morales soumises au droit algérien.

M. K.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

BILAN ET PERSPECTIVES

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF) organise aujourd'hui à Alger une journée d'information sur la finance islamique en Algérie, a indiqué l'association professionnelle dans un communiqué.

Cette journée d'information intitulée : «Finance islamique en Algérie - Bilan et perspectives», se tiendra au Centre international des conférences Abdellatif-Rahal (CIC, Alger), sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmené Benabderrahmane, fait savoir la même source. «Cette journée se veut une occasion d'information et de vulgarisation sur le bilan, l'évolution, le développement et les perspectives de la finance islamique en Algérie, ainsi

qu'une opportunité pour mettre en exergue les réalisations enregistrées en ce sens», souligne le communiqué. Cet événement regroupera les représentants des différents départements ministériels, des organisations patronales, des professionnels de la banque, des assurances, de la finance, du monde de la communication, de la presse ainsi que des experts-métiers.

Les thématiques abordées tout au long de cette journée seront organisées en panels de discussion interactifs, présidés par des experts-métiers, chacun dans le domaine qui le concerne. Le programme de la journée s'organisera en deux groupes. Le premier concernera les réalisations de la finance islamique en Algérie. Il sera question de l'état des lieux de la finance is-

lamique en Algérie, du rôle de la Banque d'Algérie dans la promotion de la finance islamique, du rôle du comité de contrôle charaïque et de l'autorité charaïque nationale de la fetwa dans le cadre de la finance islamique. On y abordera aussi les réalisations du secteur des assurances dans le domaine de l'assurance Takaful avec la mise en avant d'une expérience d'une banque publique dans le domaine de la finance islamique et d'une expérience d'une banque islamique privée.

Le second groupe traitera des perspectives de la finance islamique en Algérie dans le domaine bancaire, dans ceux de l'assurance Takaful, du marché financier, des wakfs et de la zakat, selon le communiqué.

CORRUPTION, BUREAUCRATIE, SPÉCULATION ET POUVOIR D'ACHAT

Une lutte sans merci

DEPUIS trois ans, le chef de l'État mène plusieurs «guerres» contre les maux qui rongent la société. «La dignité des Algériens est ma plus grande bataille», ne cesse-t-il de répéter...

Le 19 décembre 2019, Abdelmadjid Tebboune prête serment. Il devient le 6e président de l'Algérie. Dès son intronisation, il annonce la couleur : «C'est l'heure du grand changement !». Le chef de l'État annonce la naissance de l'Algérie nouvelle. « Un État de droit et de dignité pour les citoyens ». Dès le début, il pointe du doigt les ennemis de la République : corruption, bureaucratie et spéculation. Il annonce alors une guerre sans merci pour nettoyer le pays de ces « maux » qui sabordent le développement économique et social du pays. C'est ainsi qu'il poursuit l'opération « mains propres » débutée, au lendemain du Hirak, avec l'emprisonnement de cadres, ministres et haut dignitaires impliqués dans la dilapidation des biens publics. Les procès se poursuivent, les enquêtes aussi. Au fur et à mesure de leur avancement, de nouvelles têtes tombent. Tout le monde est averti : la prison attend les corrompus. Les fonctionnaires sont placés sous haute surveillance!

Des instances de contrôle

Il crée une instance chargée d'enquêter sur l'enrichissement des fonctionnaires publics. Ils sont la cible d'enquêtes sur leurs biens et avoirs qu'ils devront justifier par leurs revenus ou autre héritage familial. Cette instance fait suite à la création d'une Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Elle chapeaute la stratégie nationale de moralisation de la vie publique. Néanmoins, Tebboune veut attaquer le problème à la racine. C'est dans ce sens qu'il mène une autre bataille sur la source de cette corrup-

tion, à savoir la bureaucratie. « La bureaucratie est notre ennemi commun », soutient-il à chacune de ses sorties publiques.

Il lui a déclaré la guerre. Il menace de punir tous ceux qui favorisent la prolifération de la bureaucratie au sein de l'administration pour en entraver le fonctionnement. «Elle n'est autre qu'un ensemble de pratiques autoritaires suspectes, accumulées depuis 30 à 40 ans par des individus si bien introduits dans l'administration qu'on les croirait représentants du Pouvoir. Nous les avons à l'œil », explique-t-il. La première mesure prise par le premier magistrat du pays est le retour du Médiateur de la République. Elle permet aux citoyens d'avoir un vis-à-vis direct auquel il peut s'adresser en cas d'injustice. Des centaines de milliers d'affaires ont été traitées par cette instance. Des citoyens ont recouvré leurs droits, des projets ont été débloqués.

Le mal est profond. Tebboune sévit. Des limogeages en série, des responsables sont entraînés devant les tribunaux. Désormais, les responsables doivent savoir que le président Tebboune a des yeux partout. Il crée l'Inspection générale de la présidence de la République. Elle est chargée de mener des enquêtes approfondies pour déterminer les causes des dysfonctionnements au sein des appareils de l'État. Il s'agit de mesures concrètes pour éliminer ce monstre qui a tant traumatisé les citoyens. Toutefois, ce n'est pas le seul « ennemi public » que le Président a décidé de combattre.

Les spéculateurs sont aussi dans l'œil du cyclone. Après les avoir avertis à maintes reprises, il a décidé de sévir de



façon drastique. Cet acte a été criminalisé ! Une loi a été votée prévoyant des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans de prison et des amendes financières pouvant atteindre les deux millions de dinars. Cet arsenal juridique n'est pas resté lettre morte.

La justice sévit

La loi a été appliquée sur le terrain dans toute sa sévérité. Des descentes ont été effectuées par les services de sécurité. Ceux qui ont été attrapés en flagrant délit ont été envoyés chez le juge. 8, 10, 18 ans de prison ferme ont été prononcés à leur encontre. Résultat : les « crises » ont disparu comme par magie ! L'huile de table coule à gogo. Le lait subventionné, devenu une denrée rare depuis des années, est « miraculeusement » disponible en grande quantité et à toute heure de la journée. Les citoyens

n'ont plus besoin de se réveiller aux aurores pour espérer que leurs enfants aient du lait à boire en se réveillant le matin. Un retour à la normale prouve l'efficacité de ces mesures, dont le seul but est de garantir un niveau de vie décent aux citoyens. D'ailleurs, le Président a tenu son engagement de sauvegarder le pouvoir d'achat des Algériens.

Malgré la Covid-19, la crise financière et la situation à l'international, l'inflation n'a pas été aussi « mortelle » que certains « experts » le prédisaient. Certes, il y a eu des augmentations mais elles ont été maîtrisées par rapport à d'autres pays pourtant plus développés. Cela grâce aux mesures salvatrices prises par le président Tebboune, à l'instar de la révision de l'IRG. Il ne compte pas s'arrêter là puisque dès le début de l'année, il y aura une augmentation salariale généralisée. Elle touchera les travailleurs mais aussi les retraités et ceux qui bénéficient de l'allocation chômage. Bref, en trois ans de règne, Abdelmadjid Tebboune, aura mené de grandes batailles dans le seul but est de préserver la dignité des Algériens. « C'est mon plus grand combat », ne cesse-t-il de dire... **W.A.S.**

بمبادرة من الجمعية العامة للبنوك والمؤسسات المالية الصيرفة الإسلامية في الجزائر تحت المجهر

الخبراء.
وأوضح البيان أن الموضوعات التي سيتم مناقشتها خلال هذا اليوم الإعلامي ستنظم في شكل جلسات نقاش تفاعلية برئاسة خبراء كل في مجال اختصاصه.

ويتعلق الأمر بجلستين، تتمحور أولاهما حول "حصيلة الصيرفة الإسلامية"، حيث سيتم التطرق من خلالها إلى الإنجازات الميدانية للصيرفة الإسلامية ودور بنك الجزائر في تطوير الصيرفة الإسلامية، ودور لجنة الرقابة الشرعية والهيئة الوطنية للإفتاء الشرعي في الصيرفة الإسلامية وإنجازات قطاع التأمين في مجال التأمين التكافلي.

أما بخصوص الجلسة الثانية، فسيتم التطرق خلالها إلى "الأفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية"، في المجال البنكي ومجال التأمين التكافلي ومجال السوق المالي ومجال الأوقاف والزكاة.

■ كمال . ن

تنظم الجمعية العامة للبنوك والمؤسسات المالية، الاثنين بالجزائر العاصمة، يوما إعلاميا حول الصيرفة الإسلامية في الجزائر، حسبما أفاد به الأحد بيان للجمعية.

وينظم هذا اليوم الإعلامي بالمركز الدولي للمؤتمرات "عبد اللطيف رحال" تحت عنوان "الصيرفة الإسلامية في الجزائر: الحصيلة والأفاق المستقبلية"، وذلك تحت الرعاية السامية للوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، حسب البيان.

ويعتبر هذا اليوم "مناسبة للتعريف بالتطور الذي شهدته الساحة المصرفية في مجال الصيرفة الإسلامية مع إبراز الإنجازات المسجلة في هذا المجال".

وسيجمع هذا الحدث ممثلي مختلف الدوائر الوزارية والمتعاملين الاقتصاديين ومنظمات أرباب العمل ومهنيي البنوك والتأمينات وعالم الإعلام والاتصال وكذا عدد من

مع توقع زيادة تفوق مستوى مبيعات 2021

الجزائر تدعم توقعها في سوق الغاز

• إنتاج الجزائر من الغاز يفوق 108 مليار متر مكعب نصفه موجه للتصدير

تتجه الجزائر إلى دعم توقعها في سوق الغاز الطبيعي هذه السنة، على خلفية التقديرات المعلنة، حيث يتوقع أن تفوق مستوى المبيعات المسجلة سنوات 2020 و2021، في وقت أعلن فيه المدير العام للاستشراف بوزارة الطاقة والمناجم بالجزائر، ميلود مجلد، عن مستوى صادرات غازية بنحو 56 مليار متر مكعب دون تفصيل في المعطى المقدم، فيما سبق لمدير عام سوناطراك، توفيق حكار، الإعلان عن صادرات غازية لإيطاليا بنحو 27 مليار متر مكعب هذه السنة.

حفيظ صواليبي



تطور صادرات الغاز الجزائرية
"مليار متر مكعب"

الصادرات الغازية "مليار متر مكعب"	السنوات
56.000.000	2022
54.759.021	2021
39.459.000	2020
42.776.000	2019
51.424.000	2018
53.890.590	2017
53.974.000	2016
43.418.709	2015
44.190.000	2014
46.708.000	2013
54.594.000	2012
52.017.000	2011
57.359.000	2010

ويحسب بيانات شركة النفط البريطانية بي بي، ارتفع إنتاج الجزائر من الغاز الطبيعي خلال عام 2021 ليصل إلى 100.8 مليار متر مكعب، مقابل 81.5 مليار متر مكعب، بنسبة نمو سنوية 24.1%، مع تحديد الجزائر لهدف رفع إنتاج النفط المكافئ بنسبة 2% سنوياً، ليصل إلى 205 ملايين طن بحلول عام 2025، ويتوقع أن يصل إنتاج النفط المكافئ إلى 191 مليون طن بنهاية العام الجاري 2022، مقابل 186 مليون طن خلال 2021.

ح. ص

الطبيعي، ويتجاوز مستوى الإنتاج 108 مليار متر مكعب، نصف الكمية تقريباً موجهة للتصدير والجزء الآخر موجه للاستهلاك الوطني. وتعدّ إيطاليا أهم زبون للجزائر، إلى جانب إسبانيا وتركيا وفرنسا، وكانت الجزائر البالغة احتياطياتها المثبتة من الغاز الطبيعي نحو 2400 مليار متر مكعب، تمد أوروبا بـ11 بالمائة مما تستهلكه من الغاز، وتقدر حصة صادرات الجزائر الغازية إلى أوروبا بـ83 في المائة، ومثلت إيطاليا وإسبانيا حصة 65 في المائة عام 2021.

● استناداً إلى معطيات إحصائية متقاطعة من هيئة "سي أو أي" ومنظمة الدول المصدرة للنفط "أوبك"، فإن صادرات الجزائر الغازية بلغت سنة 2021 نحو 54.75 مليار متر مكعب، مقابل 39.45 مليار متر مكعب في سنة 2020.

وقد أعلن مدير عام مجمع سوناطراك، توفيق حكار، خلال معرض الإنتاج الوطني: "لقد قاربت صادراتنا 97 مليون متر مكعب يومياً نحو إيطاليا، وهو رقم لم نسجله منذ سنة 2011"، مضيفاً بأن الجزائر تصدر حالياً ما يقارب 27 مليار متر مكعب من الغاز في السنة نحو هذا البلد.

وقد أعلن الرئيس التنفيذي لشركة إيني الإيطالية للطاقة، كلاوديو ديسكالزي، مؤخراً، أن الغاز الجزائري سيلبي 38 بالمائة من احتياجات السوق الإيطالية للعام المقبل، مشيراً في تصريحات نقلتها وكالة "توفأ" للأخبار الإيطالية، إلى أن الغاز الجزائري في طريقه لتعويض الغاز الروسي في ظل التوتر الحالية. وأبرز أن إمكانية رفع التصدير متاحة، لأن سعة أنبوب الغاز (ترانس ميد) الذي يربط البلدين تصل إلى 34-35 مليار متر مكعب سنوياً.

وإجمالاً، تصنف الجزائر كعاشر منتج عالمي للغاز

صادرات الغاز فاقت 56 مليار متر مكعب في 2022

الأرقام الرسمية ترشح الغاز الجزائري بالسوق الإقليمية والدولية

• مبارك سراي: أوروبا مطالبة بتقاسم التكاليف وتفعيل الاستثمارات

الكبرى، فإن مناطق أخرى تبقى قابلة للقيام بعمليات التنقيب ومُبشرة باكتشاف آبار غازية أو نفطية جديدة، إذ أن استغلال الإمكانات الوطنية من ثروات المحروقات لا يتجاوز 15 في المائة.

وعلى صعيد انعكاسات ارتفاع الصادرات الوطنية من الغاز، توقع عبد المالك سراي أن يساهم بشكل فعال في تحقيق التوازن المالي للمنظومة الاقتصادية، وكذا ارتفاع المخزون الوطني من العملة الصعبة أو ما يعرف باحتياطي الصرف، خاصة بعد نجاح سوناطراك في مراجعة أسعار الغاز للعقود الطويلة المدى، وهو ما من المنتظر أن يظهر بداية من السنة المقبلة.

وحذر الخبير الاقتصادي، من الناحية المقابلة، من ارتفاع مستويات الاستهلاك المحلي للطاقة، لاسيما الغاز الطبيعي، باعتباره عائقا أمام المحافظ على مستوى الصادرات، حيث يفوق الاستهلاك الداخلي 50 في المائة من الإنتاج الوطني، لاسيما في ظل السياسة الاجتماعية التي تتبناها الحكومة، والتي قال إنه ينبغي أن تقابلها التوعية الضرورية للحد من التبذير في استهلاك الطاقة، واتخاذ التدابير الرامية للتقليص من استعمالها عبر تنسيق البرامج بين مختلف القطاعات.

سعيد بشار

بالتنقيب والاستكشاف خاصة، فضلا عن نشاط النقل والإنتاج وغيرها، مشيرا إلى كونه التوجه الذي تتبناه السلطات العمومية والجهات الوصية، وأكدت عليه مرارا وزارة الطاقة ومجمع سوناطراك، في تصريحات عدة لمسؤولين شددوا على بناء شراكة ضمن مقاربة جديدة تقوم على تقاسم المخاطر وتكاليف التمويل، وفق ما ينص عليه قانون المحروقات الساري العمل به.

وفي سياق طرحه أسباب تحقيق الصادرات الوطنية من الغاز بهذا الرقم، ذكر الخبير بالاكشافات الأخيرة المعلنة من قبل وزارة الطاقة ومجمع سوناطراك، واستند إليها ليؤكد على أن العمل في مجال التنقيب والاستكشاف في الحقول الوطنية لا يزال متاحا وواعدا، وأشار إلى أنه بصرف النظر عن الحقول

الذين يؤكدون على التزامها بما تنص عليه بنود الاتفاقيات الموقعة، حتى في أصعب الظروف.

وأشار المتحدث، في تصريحه لـ"الخبر"، إلى أن هذه الوضعية ترشح الجزائر لأن تكون أحد أهم البدائل لتزويد أوروبا بالغاز الطبيعي، وتغطية احتياجات هذه البلدان من هذه المادة في هذه المرحلة الصعبة، في وقت تعاني من شح في العرض بعد انقطاع إمدادات الغاز من مصادر أخرى.

وأكد عبد المالك سراي، في هذا الاتجاه، على أن وجود الدول الأوروبية في هذه الوضعية يفرض عليها تجسيد حسن نيتها في إطار التعاون مع الجزائر في قطاع المحروقات، لاسيما في مجال مشاركة تحمل التكاليف، عبر المساهمة في تمويل المشاريع الكبرى في النشاطات ذات العلاقة

• ارتفعت الصادرات الوطنية من الغاز الطبيعي خلال 2022 إلى حوالي 56 مليار متر مكعب، لتتحول الجزائر إلى أحد أهم المصدرين لهذه المادة الحيوية على مستوى العالم، بصرف النظر عن التوقعات التي تذهب إلى إمكانات حول ارتفاع هذا الرقم خلال السنوات المقبلة بداية من العام الداخل.

56 مليار متر مكعب من صادرات الغاز الجزائري هو الرقم الرسمي الذي كشف عنه المدير العام للاستشراف بوزارة الطاقة والمناجم، ميلود مجلد، في تصريح أخير، بينما قال إن هذه الكميات مرشحة للارتفاع مستقبلا، وأن رقم الأعمال ارتفع نتيجة ارتفاع الأسعار، بسبب الطلب المتزايد على هذه المادة الذي ولدته الأزمة الروسية الأوكرانية.

وبهذا الخصوص، أرجع الخبير الاقتصادي والدولي، عبد المالك سراي، ارتفاع حجم الصادرات الوطنية من الغاز، خلال السنة الجارية، إلى جملة من العوامل، أشار في مقدمتها إلى تجديد العقود الطويلة مع الزبائن وإمضاء عقود جديدة مع آخرين. وذكر في السياق أهم هذه العقود، على غرار التي تربط الجزائر بإيطاليا، وكذا إسبانيا وغيرها من دول الضفة الشمالية من المتوسط، باعتباره السوق التاريخي للجزائر، وهم الزبائن

إطلاق المصالحة الجمركية لتسوية المنازعات



أطلقت الجمارك الجزائرية حملة إعلامية تحسيسية، تهدف إلى ترقية إجراء المصالحة الجمركية، وإعلام المتعاملين الاقتصاديين والمواطنين، الذين حررت ضدهم مخالفات جمركية، بإمكانية تسوية منازعاتهم بطريقة ودية عن طريق المصالحة قبل مباشرة الدعوى القضائية وبعدها. وفقا للشروط المنصوص عليها في المادة 265 من قانون الجمارك، وذلك في إطار المهمة الجبائية التقليدية التي تضطلع بها إدارة الجمارك. ودعت الجمارك بالمناسبة كافة المتعاملين الاقتصاديين ومرتكبي المخالفات الجمركية للتقدم من مصالحها لتسوية منازعاتهم. وتجسد إرادتها في مرافقة المتعاملين وتؤكد جوارية مصالحها.

أرباب أعمال ومهنيون يشاركون في يوم إعلامي حول الصيرفة الإسلامية

لتقييم الإنجازات
والآفاق المستقبلية

ودور لجنة الرقابة
الشرعية والهيئة
الوطنية للإفتاء
الشرعي في الصيرفة
الإسلامية وإنجازات
قطاع التأمين في
مجال التأمين
التكافلي.
أما بخصوص
الجلسة الثانية،
فسيتم التطرق



وأوضح البيان أن
الموضوعات التي
سيتم مناقشتها
خلال هذا اليوم
الإعلامي ستتم
في شكل جلسات
نقاش تفاعلية
برئاسة خبراء كل
في مجال
اختصاصه. ويتعلق
الأمر بجلستين،

تنظم الجمعية العامة للبنوك والمؤسسات المالية، أمس، بالجزائر العاصمة، يوما إعلاميا حول الصيرفة الإسلامية في الجزائر، حسبما أفاد به أمس بيان للجمعية. وينظم هذا اليوم الإعلامي بالمركز الدولي للمؤتمرات "عبد اللطيف رحال" تحت عنوان "الصيرفة الإسلامية في الجزائر: الحصيلة والآفاق المستقبلية"، وذلك تحت الرعاية السامية للوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، حسب البيان. ويعتبر هذا اليوم "مناسبة للتعريف بالتطور الذي شهدته الساحة المصرفية في مجال الصيرفة الإسلامية مع إبراز الإنجازات المسجلة في هذا المجال".

وسيجمع هذا الحدث ممثلي مختلف الدوائر الوزارية والمتعاملين الاقتصاديين ومنظمات أرباب العمل ومهنيي البنوك والتأمينات وعالم الإعلام والاتصال وكذا عدد من الخبراء.

خلالها إلى "الآفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية"، في المجال البنكي ومجال التأمين التكافلي ومجال السوق المالي ومجال الأوقاف والزكاة.

حيث "حصيلة الصيرفة الإسلامية" سيتم التطرق من خلالها إلى الإنجازات الميدانية للصيرفة الإسلامية ودور بنك الجزائر في تطوير الصيرفة الإسلامية،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger